

# À la rencontre des femmes Autochtones du Québec





**À la rencontre des femmes**



**autochtones du Québec**

**Recherche et rédaction**

Widia Larivière  
Sébastien Boulanger  
Julie Champagne  
Christian Dubois  
Sylvie Bouchard

**Coordination de l'édition**

Sébastien Boulanger

**Conception graphique et mise en page**

Guylaine Grenier

**Photographies (sauf mention)**

Caroline Hayeur

**Révision linguistique**

France Galarneau

**Recherche documentaire**

Julie Limoges

**Remerciements**

Lauréanne Fontaine  
Hélène Charron  
Gaétane Laferrière  
Nathalie Bissonnette

**Date de parution**

Septembre 2016

Toute demande de reproduction totale ou partielle doit être faite au Service de la gestion du droit d'auteur du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : [droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca](mailto:droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca)

**Éditeur**

Conseil du statut de la femme  
800, place D'Youville, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 6E2  
Téléphone : 418 643-4326  
Sans frais : 1 800 463-2851  
Site Web : [www.placealegalite.gouv.qc.ca](http://www.placealegalite.gouv.qc.ca)  
Courriel : [publication@csf.gouv.qc.ca](mailto:publication@csf.gouv.qc.ca)

**Dépôt légal**

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016

ISBN : 978-2-550-76548-6 (version imprimée)

978-2-550-76549-3 (version PDF)

© Gouvernement du Québec



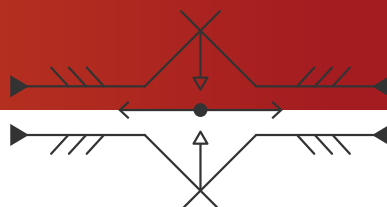
Ce document est imprimé sur du papier certifié FSC (Forest Stewardship Council) et produit sans chlore élémentaire.





# Table des matières

Présentation .....	7
Démographie .....	9
Quelques faits .....	10
Identité, droits et pouvoir .....	13
Quelques faits .....	15
La Loi sur les Indiens .....	15
L'organisation politique .....	16
Éducation : des pensionnats à aujourd'hui .....	19
Quelques faits .....	21
Un taux de décrochage élevé .....	21
Des statistiques encourageantes .....	21
Situation familiale .....	25
Quelques faits .....	26
Situation socioéconomique .....	31
Quelques faits .....	32
L'emploi et le revenu .....	32
L'accès au logement .....	33
Violence .....	35
Quelques faits .....	36
Les femmes autochtones disparues et assassinées .....	36
Surreprésentation dans le système carcéral .....	37
La violence conjugale .....	38
La violence sexuelle .....	38
Conclusion .....	41
Les organismes collaborateurs .....	45
Références .....	47



« Nous nous connaissons peu. Le rapprochement entre femmes autochtones et femmes non autochtones, voire avec toute la population, passe par la connaissance et la compréhension. Cette publication se veut un pas de plus dans cette direction. »

– Julie Miville-Dechêne,  
présidente du Conseil du statut de la femme (2011-2016)

« Pour travailler ensemble, il y a tout d'abord une histoire et une réalité qui doivent être connues. Apprenons à nous connaître et brisons le mythe. C'est ainsi que le chemin vers la réconciliation pourra débuter. »

– Viviane Michel,  
présidente de Femmes Autochtones du Québec

# P Présentation



L'organisme Femmes Autochtones du Québec et le Conseil du statut de la femme ont uni leur expertise pour mettre en lumière la réalité des femmes autochtones du Québec.

Les femmes autochtones et les femmes non autochtones ont une histoire qui leur est propre, des origines différentes et une identité distincte, ce qui ne les empêche pas de nouer des partenariats<sup>1</sup> et de nourrir des aspirations communes. Comme par exemple valoriser la parole et l'action des femmes, souhaiter l'autodétermination et la non-discrimination pour toutes.



À la rencontre des femmes autochtones du Québec aborde différents domaines de la vie des femmes autochtones: la démographie, l'identité, les lois et l'organisation politique, l'éducation, la famille, la situation économique, la violence ainsi que l'action politique.

Un dur constat émerge: les femmes autochtones vivent dans des conditions inférieures à celles du reste de la population. L'espérance de vie des femmes des Premières Nations à la naissance est plus courte de quatre à six ans que celle des Québécoises. Selon les Nations unies, le Canada se situait en 2007-2008 au 3<sup>e</sup> rang mondial\* pour l'indice de développement humain, alors que les Premières Nations occupaient le 68<sup>e</sup> rang de ce palmarès<sup>2</sup>.

Les femmes autochtones vivent des discriminations en tant que femmes et en tant qu'autochtones. Elles font face à des obstacles en matière d'emploi et d'éducation, sans compter les hauts taux de violence qu'elles subissent. Les préjugés à leur égard sont tenaces.

Cette brochure a pour objectif de faire mieux connaître ces enjeux sociaux, économiques et politiques auxquels sont confrontées les femmes et les filles autochtones du Québec. Partons donc à leur rencontre pour mieux les connaître!



---

\* Au 9<sup>e</sup> rang (sur 188) en 2015<sup>3</sup>.



# Démographie

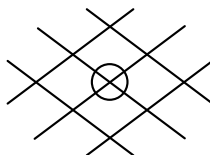


La population autochtone est plus jeune que la population non autochtone. Cette réalité s'explique notamment par le taux de fécondité supérieur des femmes autochtones et par une espérance de vie plus courte.

Cette population est diversifiée. Il existe trois groupes autochtones distincts, soit les Premières Nations, les Métis et les Inuits, chacun comportant bon nombre de groupes culturels spécifiques. Au Canada, la présence autochtone est concentrée en région, bien qu'elle s'urbanise de plus en plus.

## Quelques faits


- Les onze nations autochtones du Québec comptent une population totale de 141 915 personnes<sup>4</sup> en 2011. Les trois quarts résident en communauté<sup>5</sup>, alors qu'un plus petit nombre vivent en milieu urbain. Les Inuits habitent en majorité dans les villages nordiques établis le long de la baie d'Ungava, du détroit et de la baie d'Hudson<sup>6</sup>.
- En 2011, on estime à 71 710 le nombre de femmes ayant une identité autochtone qui vivent dans les communautés et dans les villes au Québec. Elles forment environ 1,8 % de la population féminine de la province<sup>7</sup>.
- Cette population a augmenté de 30,6 % au Québec de 2006 à 2011. C'est une croissance six fois plus rapide que celle de la population féminine non autochtone, qui a connu une hausse de 4,9 %. La même tendance s'observe chez les hommes<sup>\*,8</sup>.
- En 2011, les femmes autochtones ont en moyenne 2,4 enfants comparativement à 1,7 enfant pour les autres Canadiennes<sup>9</sup>.



---

\* Ces chiffres sont à mettre en perspective en tenant compte du fait qu'ils sont basés sur la déclaration de l'identité autochtone au recensement. Les personnes déclarant pour la première fois leur identité autochtone sont de plus en plus nombreuses. Ce phénomène est appelé la « mobilité ethnique ».



- 
- En 2011, la moitié des femmes autochtones du Québec sont âgées de moins de 34 ans, soit 9 ans de moins que l'âge médian de la population féminine globale du Québec. Aussi, 22,4% des femmes autochtones ont 14 ans et moins comparativement à 15,3% pour l'ensemble des Québécoises<sup>10, 11</sup>.
  - En 2012, l'espérance de vie des femmes des Premières Nations à la naissance est de 78 à 80 ans comparativement à 83,8 ans pour les femmes québécoises<sup>12</sup>.

## Une approche holistique du monde

« Si les nations autochtones diffèrent considérablement en matière de langues et de pratiques culturelles, elles partagent une vision globale du monde et un système de croyances axés sur le concept d'équilibre et d'harmonie, et sur une approche holistique de la vie dans la nature. Ces notions se retrouvent dans les enseignements du cercle. Au centre de la vision holistique se

trouve l'idée selon laquelle l'équilibre est l'idéal à atteindre et que tout humain est dirigé vers cet objectif. Dans le respect de soi, la personne est constituée de quatre composantes égales (le physique, l'émotionnel, le mental et le spirituel) et chacune de ces composantes doit être nourrie afin de vivre une vie saine, heureuse et productive<sup>13</sup>. »



© Secrétariat aux affaires autochtones du Québec

## Au cœur de la diversité

Le Québec compte onze nations autochtones, soit dix nations autochtones et le peuple inuit.

Les Autochtones du Québec appartiennent à deux familles linguistiques (algonquienne et iroquoienne), alors que les Inuits forment un groupe ethnique distinct. Chaque nation autochtone possède ses propres particularités culturelles et linguistiques.

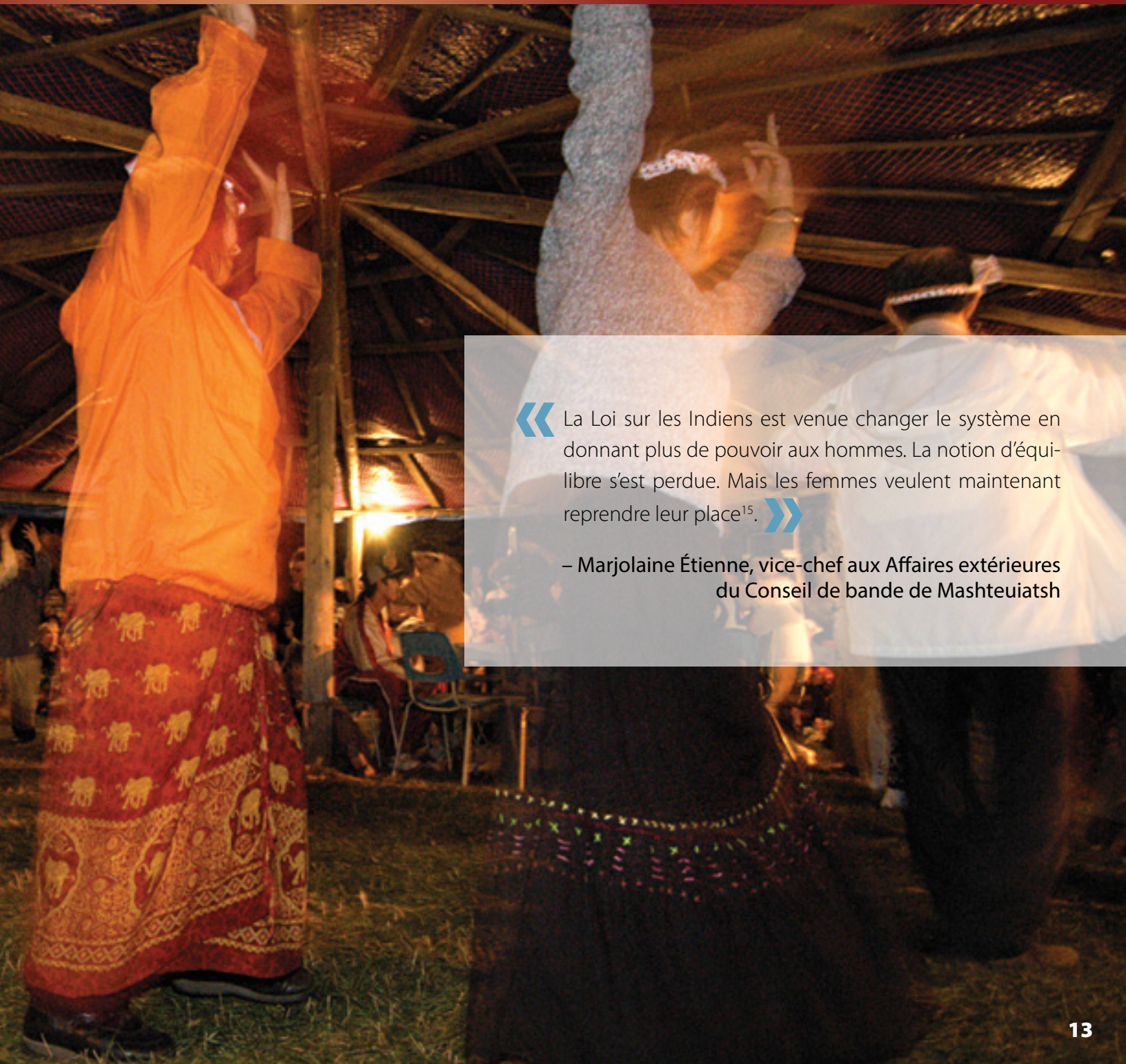
La plupart des Autochtones ont le français ou l'anglais comme langue maternelle et certains parlent aussi une langue autochtone. D'autres ne s'expriment que dans leur langue autochtone. Certaines langues autochtones comme l'innu, l'atikamekw, le cri ou l'inuktitut sont parlées couramment, alors que d'autres sont en voie d'extinction ou presque éteintes<sup>14</sup>.

## LES 17 RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC

- |                            |                                  |                         |
|----------------------------|----------------------------------|-------------------------|
| 01 Bas-Saint-Laurent       | 07 Outaouais                     | 12 Chaudière-Appalaches |
| 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean | 08 Abitibi-Témiscamingue         | 13 Laval                |
| 03 Capitale-Nationale      | 09 Côte-Nord                     | 14 Lanaudière           |
| 04 Mauricie                | 10 Nord-du-Québec                | 15 Laurentides          |
| 05 Estrie                  | 11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 16 Montérégie           |
| 06 Montréal                |                                  | 17 Centre-du-Québec     |




# Identité, droits et pouvoir



« La Loi sur les Indiens est venue changer le système en donnant plus de pouvoir aux hommes. La notion d'équilibre s'est perdue. Mais les femmes veulent maintenant reprendre leur place<sup>15</sup>. »

– Marjolaine Étienne, vice-chef aux Affaires extérieures  
du Conseil de bande de Mashteuiatsh



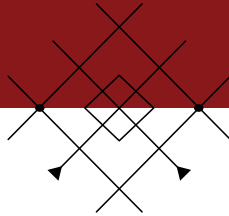
**L**a colonisation a littéralement placé l'identité autochtone sous tutelle. Le système légal et institutionnel instauré a tenté d'éradiquer les structures sociales traditionnelles des peuples autochtones en imposant les modèles européens de l'époque. Il devenait ainsi quasi impossible pour les peuples des Premières Nations de transmettre leur culture à leur descendance.

Ces modèles confinaient également les femmes dans des rôles secondaires, hors des structures d'influence au sein de leurs communautés.

En plus de traverser une quête identitaire, les femmes autochtones luttent pour reprendre la place qui leur revient au sein de leur communauté et pour faire reconnaître leurs droits tant dans leur propre milieu que dans la société.

## **Le conseil de bande**

Le pouvoir local des communautés autochtones est exercé par le conseil de bande, un système de gouvernance instauré par la Loi sur les Indiens. Le conseil de bande a un mandat plus étendu que les municipalités. Il gère des fonds dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, de l'habitation, des loisirs, des services sociaux, des travaux publics et de l'ordre public. Les communautés peuvent élire les membres de leur conseil de bande au suffrage universel ou selon leur propre système électoral coutumier, qui varie d'une communauté à l'autre.



## Quelques faits

### *La Loi sur les Indiens*

- La Loi sur les Indiens, adoptée en 1876, est toujours en vigueur. Son but initial avoué était de faire disparaître les cultures de l'ensemble des Premières Nations.
- Pendant près de cent ans, cette loi était particulièrement discriminatoire envers les femmes. Celles-ci perdaient leur statut d'Indienne si elles se mariaient à un non-Indien, ce qui les obligeait à quitter leur communauté et à renoncer à leur héritage ainsi qu'à leurs terres familiales.
- Certains éléments discriminatoires de la Loi ont été éliminés en 1985 à la suite d'une longue lutte des organisations de femmes autochtones.
- Depuis, des modifications à cette loi ont créé de nouvelles discriminations envers les femmes. Des clauses limitatives au statut d'Indien favorisent par exemple l'exclusion de femmes et d'enfants des réserves.
- Il existe encore une inégalité des droits patrimoniaux des époux au détriment des femmes<sup>16,17</sup>.



Teharihulen Michel Savard, *Réciprocité*, 2009.

### *L'organisation politique*

- Le système mis en place par le gouvernement fédéral a fait reculer l'influence des femmes au sein de l'organisation de leurs communautés. Les femmes autochtones luttent depuis pour reprendre leur place.
- Les femmes autochtones ont acquis en 1951 le droit de participer à l'élection de leur conseil de bande. Le droit de vote aux élections québécoises leur a été accordé en 1969, soit 29 ans après les Québécoises. Au palier fédéral, ce droit avait été obtenu plus tôt, soit en 1960<sup>18</sup>.
- L'année 1992 marque l'élection d'une première femme à la tête d'un conseil de bande. Il s'agit de Jocelyne Gros-Louis, grande chef de la nation huronne.
- En 2015, les femmes détiennent environ 40 % des sièges dans les conseils de bande du Québec et du Labrador (103 sur 250). Ces élues sont presque toutes conseillères\*.
- Sur 45 chefs et grands chefs reconnus par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, on ne compte que 7 femmes (5 chefs et 2 grandes chefs), ce qui représente environ 16 %<sup>19</sup> de l'ensemble.
- En 2012, à l'échelle canadienne, on dénombrait 111 femmes parmi les 633 chefs autochtones<sup>20</sup>.

---

\* En 2010, le Conseil du statut de la femme publiait la brochure *Rencontres entre vous et nous – Entretiens avec des élues autochtones du Québec*. Ce document met en évidence la parole des femmes élues autochtones du Québec rencontrées dans le cadre d'une collaboration unique entre le groupe de travail des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et le Conseil du statut de la femme (<http://bit.ly/2bSnoht>).



## Le mouvement *Idle No More*

Le mouvement *Idle No More* (Fini l'inertie!) est né en novembre 2012 en opposition au projet de loi C-45. Ce projet de loi fédéral vise à modifier des éléments de gouvernance autochtone et des normes environnementales sur lesquels les peuples autochtones n'ont pas été consultés. Quatre femmes de la Saskatchewan, dont trois Autochtones, ont lancé cette mobilisation. Les deux initiatrices d'*Idle No More* au Québec, Mélissa Mollen Dupuis et Widia Larivière, voient dans le mouvement un moyen de se faire entendre et de sensibiliser toute la population aux enjeux qui concernent leurs peuples.



« Contrairement à ce que les gens pensent, le mouvement *Idle No More* existe encore aujourd'hui. Peut-être qu'il a un peu moins d'attention médiatique, des médias de masse, mais sur le terrain, c'est encore très actif. Je dirais même que c'est mieux organisé qu'à ses débuts. »

– Widia Larivière, cofondatrice de la section québécoise du mouvement *Idle No More*<sup>21</sup>



## La filiation autochtone

Un enfant né d'une mère autochtone et d'un père qui, pour une raison ou une autre, n'a pas signé le formulaire d'enregistrement de naissance, est considéré comme ayant un seul parent autochtone. Ainsi, selon le statut de la mère, l'enfant risque de ne pas hériter du statut autochtone. Si une femme québécoise donnait naissance à un bébé dont le père était non déclaré ou inconnu, cet enfant aurait-il moins le droit d'être citoyen canadien ?

Avant 1985, les enfants issus de l'union d'une femme autochtone inscrite et d'un homme n'ayant pas le statut d'Indien n'obtenaient pas le statut d'Indien. Le projet de loi C-31 a modifié la Loi sur les Indiens en 1985, de sorte que de nombreuses femmes et leurs enfants ont pu retrouver leur statut d'Indien<sup>22</sup>.

Cependant, « lorsqu'une femme autochtone ne souhaite pas révéler le nom du père de son enfant, celui-ci est considéré non-autochtone, ce qui a des impacts sur la transmission de son statut à ses enfants et [sur] leurs droits à leur territoire. Cette problématique est réelle puisqu'en 2001, on estimait que plus de 30 % des enfants autochtones nés depuis 1985 n'avaient pas de père déclaré, soit un taux deux fois plus élevé que la moyenne nationale<sup>23</sup>. »

# Éducation : des pensionnats à aujourd'hui

« J'espère sincèrement que de plus en plus de jeunes Autochtones vont entreprendre des études en droit et également des études universitaires. Je suis convaincue que nous avons tous un devoir de redonner à notre communauté et je désire encourager les jeunes Autochtones à perpétuer cette tradition de leurs parents et de leurs ancêtres, car la communauté a toujours eu une place prédominante pour les Autochtones. »

– Marie-Ève Bordeleau,  
première avocate crie au Québec



D

Dans le domaine de l'éducation, les femmes autochtones suivent la tendance québécoise : elles sont plus nombreuses que les hommes autochtones à poursuivre des études postsecondaires et, en général, elles réussissent mieux.

Les filles et les femmes autochtones sont cependant confrontées à des difficultés liées directement à leur sexe et à leur statut autochtone, des obstacles qui peuvent influencer leur cheminement scolaire. La violence, les grossesses précoces ou la monoparentalité sont des situations qui ralentissent leur scolarisation ou la stoppent carrément.

Un écart existe entre le financement des écoles autochtones et non autochtones, bien qu'il soit difficile à chiffrer<sup>24</sup>. Le manque de ressources financières a des répercussions multiples, telles que des infrastructures inadéquates, une sécurité déficiente, des programmes inadaptés, l'absence de soutien professionnel tenant compte des effets intergénérationnels des pensionnats.

## Raconter l'histoire autochtone

Au Québec, quelques universités offrent des programmes en études autochtones qui permettent d'approfondir la compréhension des réalités des peuples autochtones du Canada et d'ailleurs dans le monde. Parmi celles-ci, mentionnons l'Université de Montréal, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Cette dernière offre par ailleurs, depuis janvier 2015, un cours spécifique sur les femmes autochtones.

Depuis l'automne 2011, un cours sur la culture et les réalités autochtones est aussi donné aux jeunes des 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> secondaire à la polyvalente Le Carrefour, à Val-d'Or, dans le but de favoriser un rapprochement des jeunes Autochtones et des jeunes allochtones\*. Cette initiative du directeur de l'école a reçu l'appui de près d'une quinzaine d'enseignants intéressés à collaborer à ce projet<sup>25</sup>.

\* Au Canada, toute personne qui n'est pas d'origine amérindienne ou inuite.

## Quelques faits

### *Un taux de décrochage élevé*

- En 2006, au Québec, le taux de décrochage des jeunes Autochtones au secondaire est de 43 %, soit 28 points de pourcentage de plus que chez les jeunes allochtones<sup>26</sup>.
- Plusieurs études mettent en lumière les difficultés qui freinent la réussite et la persévérance des étudiants autochtones : le manque de financement, un personnel enseignant moins expérimenté, un haut taux d'absentéisme des élèves, les préjugés, etc.<sup>27</sup>
- Du côté des filles en particulier, les responsabilités familiales constituent souvent une entrave au parcours scolaire. C'est ce que confirme l'Enquête auprès des Autochtones (EAPA) de 2012 : aux décrocheuses et décrocheurs à qui l'on demandait pourquoi ils abandonnaient leurs études, la raison la plus invoquée chez les femmes et chez les filles autochtones était une grossesse ou la nécessité de s'occuper de leurs enfants, alors que chez les hommes et les garçons autochtones, c'était le désir de travailler, les problèmes d'argent, les difficultés rencontrées à l'école ou le manque d'intérêt qui les poussaient à décrocher<sup>28</sup>.

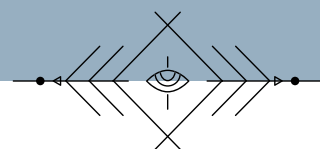
### *Des statistiques encourageantes*

- En 2011, au Canada, un peu plus de la moitié (51 %) des femmes autochtones âgées de 25 à 64 ans avaient fait des études postsecondaires en comparaison de près des deux tiers (65 %) des femmes non autochtones<sup>29</sup>.
- En 2011, au Canada, le pourcentage de femmes autochtones détenant un diplôme universitaire (12 %) est plus élevé que celui des hommes autochtones (7 %). Cependant, ces taux sont beaucoup plus bas que chez les femmes et les hommes non autochtones (28 % et 25 %, respectivement)<sup>30</sup>.





Période d'étude au Pensionnat indien catholique de [Fort] Resolution (Territoires du Nord-Ouest). Canada. Fonds du ministère de l'Intérieur / Bibliothèque et Archives Canada / PA-042133.



## Un cégep autochtone au Québec


L'Institution Kiuna, située dans la communauté abénaquise d'Odanak dans le Centre-du-Québec, est le seul cégep qui se consacre exclusivement à l'éducation des Autochtones. Sa création est le résultat de dix ans de travail du Conseil en éducation des Premières Nations. Il encourage la réussite scolaire postsecondaire des Autochtones en misant sur une éducation qui valorise les cultures et l'expertise des peuples autochtones.

## L'héritage des pensionnats

L'éducation des peuples autochtones est marquée par le lourd héritage du système des pensionnats indiens. En 1892, le gouvernement fédéral instaure une politique d'assimilation et crée, avec l'Église catholique, un réseau de pensionnats à travers le pays. Ces établissements visent à scolariser, évangéliser et assimiler les enfants autochtones, arrachés à leur famille et forcés d'abandonner toute référence à leur culture.

Cet éloignement ainsi que les mauvais traitements physiques, psychologiques et sexuels qu'ils y ont subis ont causé un traumatisme intergénérationnel dont les communautés et les familles autochtones souffrent encore à ce jour.





Plus de 150 000 enfants, filles et garçons, de 5 à 18 ans, ont fréquenté les pensionnats, et au moins 4 000 d'entre eux y sont décédés<sup>31</sup>. La plupart des pensionnats ont cessé leurs activités dans les années 1970, mais le dernier a fermé ses portes en 1996. Le gouvernement canadien s'est excusé officiellement en 2008 des conséquences néfastes qu'ont eues les pensionnats sur celles et ceux qui les ont fréquentés, mais aussi sur les générations suivantes. Si plusieurs facteurs sociaux contribuent à la surreprésentation des Autochtones dans le système judiciaire, des recherches ont démontré qu'elle est en partie due aux répercussions du régime des pensionnats<sup>32</sup>.

La Commission de vérité et réconciliation du Canada\* a été créée en 2009 dans le but de rétablir les liens entre les peuples autochtones et le reste de la société canadienne. Pendant six ans, la Commission a recueilli les témoignages des sévices subis par les anciens élèves des pensionnats autochtones. En juin 2015, la Commission a remis un rapport final qui formule 94 recommandations et pistes d'action concrètes afin de remédier aux séquelles laissées par les pensionnats et de faire progresser le processus de réconciliation<sup>33</sup>. La Commission conclut que le régime des pensionnats autochtones a constitué un génocide culturel à l'égard des peuples autochtones du Canada.

---

\* Pour connaître le mandat précis de la Commission, consultez le site Web du Centre national pour la vérité et réconciliation : <http://nctr.ca/fr>.

## Le Wapikoni mobile

« Avant, beaucoup d'entre elles [des jeunes filles de sa communauté] pensaient que seuls les gars pouvaient accomplir des choses. Quand elles m'ont vue participer au Wapikoni, certaines se sont levées. Ça leur montre qu'elles aussi peuvent aller au bout de leurs rêves. »

– Jani Bellefleur-Kaltush\*

En 2003, la cinéaste Manon Barbeau et le Conseil de la Nation Atikamekw ont cofondé le Wapikoni mobile, en collaboration avec quelques partenaires. Lancé officiellement en 2004, lors du festival Présence autochtone, à Montréal, le studio ambulant Wapikoni mobile circule dans les communautés afin d'offrir aux jeunes Autochtones des ateliers de réalisation de courts métrages.

Le Wapikoni mobile se donne entre autres missions de combattre l'isolement et le suicide chez ces jeunes des Premières Nations. Le projet rassemble des jeunes en stimulant le développement de leurs compétences artistiques, techniques, sociales et professionnelles<sup>34</sup>.

Grâce à cette initiative, des centaines de jeunes Autochtones ont pu affirmer leur fierté identitaire et s'exprimer sur des sujets qui les touchent, tout en sensibilisant la population non autochtone à ces réalités\*\*.

---

\* Originaire de Nutashkuan, la communauté innue de Natashquan, Jani Bellefleur-Kaltush a réalisé un court métrage qui lève le voile sur l'effet dévastateur des rumeurs. Son film *Ne le dis pas* a remporté à Toronto le Prix du meilleur court métrage au prestigieux festival imagineNATIVE. La lauréate a par la suite obtenu une bourse du Conseil des arts du Canada pour la réalisation d'un moyen métrage. Elle a également travaillé à la production de *Mesnak* d'Yves Sioui Durand, le premier long métrage de fiction réalisé au Québec par un Autochtone<sup>35</sup>.

\*\* Exemple éloquent de créativité du Wapikoni mobile, le court métrage *Où sont tes plumes?*, réalisé par Widia Larivière et Mélanie Lumsdem, présente deux duos de sœurs qui partagent avec humour leur point de vue sur les préjugés envers les Premières Nations (<http://bit.ly/1NA5PjS>).

# Situation familiale

La situation familiale des femmes autochtones diffère nettement de celle des femmes non autochtones.

Chez les Autochtones, les conceptions de la famille et de ses composantes sont très différentes d'une nation à l'autre. Comme les systèmes élargis de soutien familial y sont courants, les statistiques concernant, entre autres, les familles monoparentales peuvent être trompeuses quant à la composition réelle d'une cellule familiale et aux interactions entre les enfants et les adultes au sein de celle-ci<sup>36</sup>.



## Quelques faits

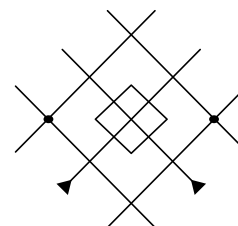
- En 2011, l'indice de fécondité des femmes autochtones était de 2,2 enfants par femme. Ce chiffre est plus élevé que celui des femmes non autochtones, qui s'établit à 1,6<sup>37</sup>.
- En 2006, les familles autochtones\* ou mixtes\*\* représentent 2 % des familles québécoises ayant au moins un enfant<sup>38</sup>.
- En 2011, toute proportion gardée, les enfants autochtones sont deux fois plus nombreux que les enfants non autochtones à vivre dans un ménage multifamilial. Par exemple, 18 % des enfants inuits habitent au sein d'un ménage qui compte plus d'une famille, comparativement à 4 % pour la population non autochtone<sup>39</sup>.
- En 2011, 3 % des enfants autochtones de moins de 15 ans vivent avec leurs grands-parents (sans leurs parents) et 1 % habitent avec un autre membre de la famille<sup>40</sup>.
- En 2011, 50 % des enfants autochtones canadiens de 14 ans et moins vivent avec deux parents, 29 %, avec une mère seule et 6 %, avec un père seul<sup>41</sup>.



- En 2006, 32,1 % des familles autochtones sont monoparentales, comparativement à 27,8 % des familles québécoises<sup>42</sup>.
- Les familles autochtones ont plus d'enfants que les familles non autochtones. En 2006, au Québec, plus du quart (27,9 %) de celles-ci comptent trois enfants ou plus, alors que c'est le cas pour 14,4 % des familles non autochtones<sup>43</sup>.

\* Dont les deux conjoints ou le parent seul ont une identité autochtone.

\*\* Dont l'un des conjoints est autochtone et l'autre non.



- En 2006, la proportion de couples autochtones avec enfants qui vivent en union de fait est de 40,7 %, comparativement à 34,3 % dans l'ensemble de la population québécoise. Cette situation s'explique en partie par la jeunesse des couples autochtones et par le fait que l'union de fait est privilégiée par les jeunes couples<sup>44</sup>.
- Le taux de mortalité infantile est de 6,2 pour 1 000 chez les Autochtones vivant dans des réserves du sud du Québec, de 11,7 pour 1 000 chez les Cris et les Naskapis et il s'approche de 19 pour 1 000 dans les communautés inuites. Ce taux est de 4,9 décès pour 1 000 naissances dans la population générale<sup>45</sup>.
- En 2013, on établissait le taux de mortinaissance survenant après 6 mois de grossesse à 6,8 naissances pour 1 000 chez les Inuites et à 5,7 pour 1 000 chez d'autres mères des Premières Nations. Ce taux est de 3,6 pour 1 000 chez les Québécoises non autochtones<sup>46</sup>.

## **La maternité : la sage-femme autochtone au cœur de la famille**

Traditionnellement, les femmes autochtones valorisent la profession de sage-femme<sup>47</sup>. Des données indiquent que les soins prodigués par ces dernières contribuent à l'amélioration de la santé de la population, entre autres, par une diminution des taux d'accouchements prématurés et de mortalité périnatale<sup>48</sup>.

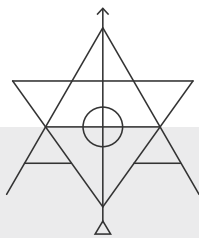
Au Québec, les sages-femmes autochtones sont généralement formées grâce à des programmes communautaires ou par la transmission des compétences d'une génération de sages-femmes à l'autre.

Le Centre de collaboration nationale de la santé autochtone prône des services de santé pour les futures mères qui relèvent de la médecine moderne et qui intègrent la tradition et les croyances culturelles<sup>49</sup>.

L'accès à des soins maternels adaptés aux cultures des femmes et des familles autochtones est cependant limité au Québec et au Canada en raison de l'éloignement géographique des communautés. Plusieurs facteurs freinent également l'élargissement de la profession, comme le renforcement de la réglementation de la pratique et la difficulté à recruter et à retenir les sages-femmes<sup>50</sup>. Les sages-femmes autochtones représentent environ 5% de l'ensemble des membres de l'Ordre des sages-femmes du Québec. Elles sont toutes inuites et pratiquent au Nunavik<sup>51</sup>.

«Pour les femmes autochtones, l'accouchement est étroitement lié à la culture et à la tradition. Par conséquent, non seulement les services de santé destinés aux futures mères doivent-ils relever de la médecine moderne, mais ils se doivent aussi d'intégrer la tradition et les croyances culturelles, soit le savoir traditionnel, la médecine et les pratiques de





Source: iStockphoto

santé maternelle et infantile, ainsi que les conceptions autochtones de la santé et du bien-être. Bien que ces conceptions de la santé et du bien-être varient considérablement d'une population autochtone à l'autre, elles partagent la même vision holistique de la santé, dont l'enjeu est le maintien de l'équilibre mental, physique, spirituel et émotionnel. On considère que l'augmentation du nombre de sages-femmes autochtones pour ramener l'accouchement dans la communauté est l'un des moyens d'améliorer l'accès aux services de santé axés sur la culture<sup>52</sup>. »

Un outil de travail visant à encourager le développement de la pratique des sages-femmes autochtones est disponible depuis mars 2014. Il a été mis au point pour fournir des connaissances concrètes et des outils aux communautés des Premières Nations, Inuits et Métis qui cherchent à ramener les accouchements dans leurs communautés<sup>53</sup>.



## L'adoption

Des consultations en milieux autochtones indiquent que l'adoption étatique telle que pratiquée chez les non-Autochtones n'est pas adaptée à la conception qu'ont les peuples autochtones des liens filiaux.

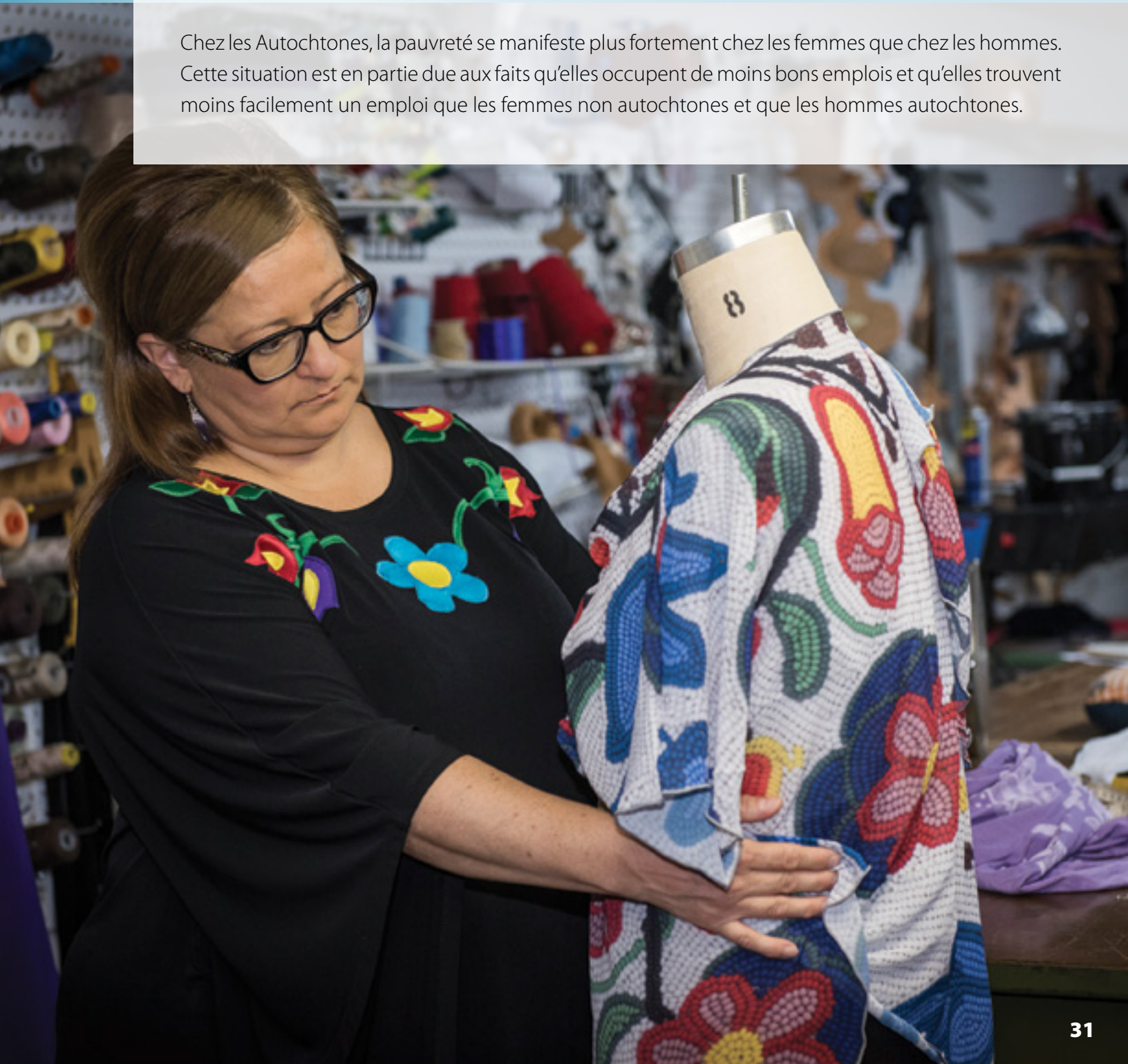
Les Autochtones expriment depuis longtemps le désir d'une plus grande autonomie quant à l'offre de services sociaux et de protection de l'enfance. Ils souhaitent

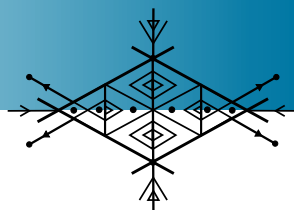
notamment que soit reconnue l'adoption coutumière, «une pratique consacrée par le temps, par laquelle un parent autochtone confie son enfant à une personne en qui il a confiance, afin que celle-ci puisse le prendre en charge et s'occuper de son éducation [...] lorsque le parent est dans l'impossibilité d'assumer lui-même cette fonction<sup>54</sup>».

# Situation socioéconomique

La situation socioéconomique des Autochtones est peu enviable. C'est ce que constatait, en 2013, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones lors d'une visite de communautés autochtones à travers le pays<sup>55</sup>.

Chez les Autochtones, la pauvreté se manifeste plus fortement chez les femmes que chez les hommes. Cette situation est en partie due aux faits qu'elles occupent de moins bons emplois et qu'elles trouvent moins facilement un emploi que les femmes non autochtones et que les hommes autochtones.





## Quelques faits

### *L'emploi et le revenu*

- En 2011, la moitié (50,4 %) des femmes autochtones canadiennes de 15 ans et plus occupe un emploi, comparativement à 57,3 % des femmes non autochtones<sup>56</sup>.
- Les femmes autochtones qui vivent dans les réserves canadiennes sont particulièrement défavorisées. En 2011, leur taux d'emploi est inférieur de 15 points de pourcentage (35 %) par rapport à celles qui vivent hors réserve (50 %)<sup>57</sup>.
- Cette réalité s'explique notamment par le peu d'emplois disponibles dans bien des communautés et par les responsabilités familiales assumées par les femmes autochtones, qui limitent leur participation au marché du travail.
- En 2011, les femmes autochtones canadiennes âgées de 15 ans et plus ont un revenu médian de 19 289 \$, ce qui représente 84 % de celui des hommes autochtones (22 889 \$) et 78 % de celui des femmes non autochtones (24 842 \$)<sup>58</sup>.
- En 2006, au Canada, 36 % des femmes autochtones vivant hors réserve ont un revenu inférieur au seuil de faible revenu, un taux plus de deux fois supérieur à celui des femmes non autochtones (17 %)<sup>59</sup>.
- Plus les femmes autochtones persévèrent dans leurs études, meilleur est leur taux d'emploi. En 2011, 82 % des femmes autochtones âgées de 25 à 64 ans titulaires d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade universitaire avaient un emploi comparativement à 79,5 % des Canadiennes non autochtones<sup>60</sup>.

- En 2011, chez les femmes autochtones de 25 à 64 ans n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade, un peu plus du tiers (36 %) occupaient un emploi, alors que c'était le cas de près de 60 % de celles possédant un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent. De plus, 73 % des femmes autochtones ayant fait des études postsecondaires détenaient un emploi comparativement à 78 % des femmes non autochtones<sup>61</sup>.
- Selon un sondage effectué en 2011, 14,3 % des répondants autochtones masculins étaient propriétaires d'une entreprise comparativement à 9,1 % des femmes<sup>62</sup>. En comparaison des Québécoises en général, les femmes autochtones semblent plus dynamiques en ce domaine, tout comme cela apparaît être le cas pour les hommes autochtones : en effet, en 2011, ce sont 7,3 % des Québécoises et 11,8 % des Québécois qui sont propriétaires d'entreprises<sup>63</sup>.

### *L'accès au logement*

- Selon la Société d'habitation du Québec, les communautés autochtones au Québec font face à une importante pénurie de logements. Vivre dans des habitations désuètes et surpeuplées peut entraîner des problèmes de santé et exacerber les troubles sociaux<sup>64</sup>.
- Selon le recensement de 2011, la taille moyenne des ménages des Premières Nations est de 3,9 personnes par logement, alors que cette valeur est supérieure à 5,0 personnes par logement pour plusieurs Premières Nations. À titre de comparaison, dans l'ensemble du Québec, 2,1 personnes en moyenne partagent le même logement<sup>65</sup>.
- La pénurie et le surpeuplement des logements dans les communautés affectent particulièrement les femmes autochtones qui, en situation de violence familiale par exemple, n'ont souvent nulle part où aller.





## **Programme d'emploi et de formation destiné aux femmes autochtones vivant en milieu urbain**

Dans le cadre de la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones, l'organisme communautaire Femmes Autochtones du Québec, en collaboration avec l'Association des femmes autochtones du Canada, a mis en place un service d'aide à l'emploi et à la formation destiné aux femmes autochtones.

Ce programme de formation et de stages en milieu de travail a pour objectif d'améliorer l'employabilité des femmes autochtones vivant en milieu urbain<sup>66</sup>.

## **Un mythe tenace**

Les Autochtones auraient un statut qui les favorise sur le plan économique, puisqu'ils ne paient ni impôt ni taxe.

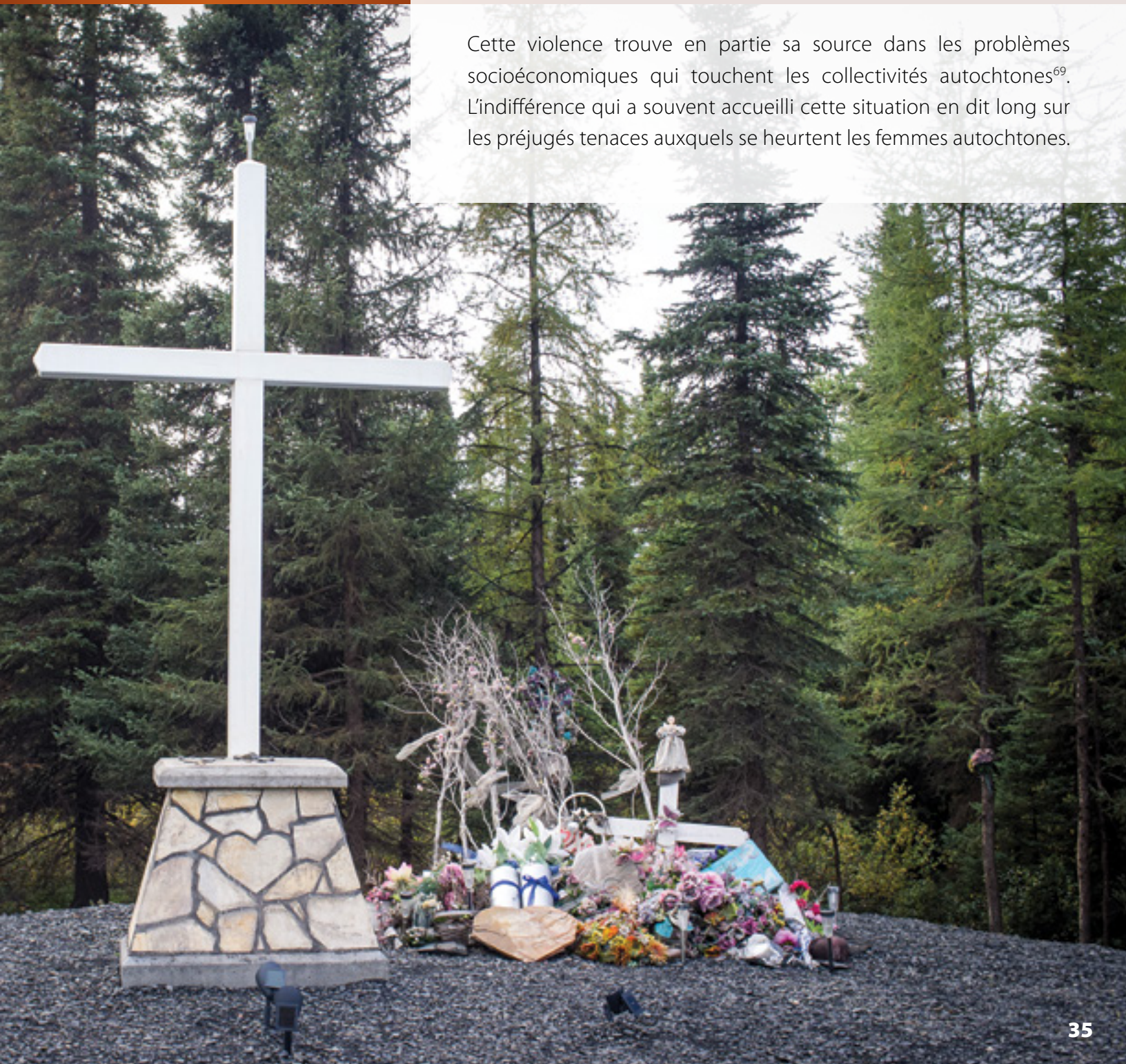
En réalité, seuls les membres des Premières Nations qui ont le statut d'Indien ne paient pas d'impôt ni de taxe, et ce, seulement s'ils habitent dans une réserve ou s'ils travaillent au sein d'une entreprise située dans une réserve. Les Autochtones qui vivent hors réserve ainsi que les Inuits paient des taxes et des impôts. Au Québec, 27 % des femmes et 23 % des hommes autochtones vivent hors réserve en 2011<sup>67</sup>.

En outre, ce « privilège » inscrit dans la Loi sur les Indiens s'accompagne de la négation d'autres droits. Ainsi, les Autochtones sont privés du droit de propriété dans les réserves, ce qui constitue une contrainte majeure pour l'accès au crédit et, par conséquent, pour la création d'entreprises<sup>68</sup>.

# V Violence

Les femmes et les filles autochtones sont victimes de manière disproportionnée de toutes les formes de violence. Le drame des femmes autochtones disparues et assassinées vient spontanément à l'esprit.

Cette violence trouve en partie sa source dans les problèmes socioéconomiques qui touchent les collectivités autochtones<sup>69</sup>. L'indifférence qui a souvent accueilli cette situation en dit long sur les préjugés tenaces auxquels se heurtent les femmes autochtones.





## Quelques faits

### *Les femmes autochtones disparues et assassinées*

- Au printemps 2014, la Gendarmerie royale du Canada confirme avoir dénombré 1 017 cas de femmes autochtones assassinées et 164 cas de femmes autochtones disparues au Canada depuis 1980<sup>70</sup>.
- Bien qu'elles forment 4,3 % de la population féminine, les femmes autochtones représentent 16 % des femmes assassinées au Canada entre 1980 et 2012. En 2013, elles comptent pour 11,3 % des femmes disparues au pays<sup>71</sup>.
- Au moins 8 % des femmes âgées de 15 ans et plus ayant été assassinées entre 2001 et 2011 étaient autochtones, taux qui correspond à deux fois leur taux de représentation dans la population canadienne (4 %) <sup>72</sup>.
- En 2012, plus du quart (25,8 %) des femmes des Premières Nations vivant hors réserve ont déclaré avoir eu des idées suicidaires en comparaison de 13,8 % des Canadiennes non autochtones<sup>73</sup>.

## Collaboration avec le SPVM

Durant l'été 2015, Femmes Autochtones du Québec a contribué à l'élaboration d'un accord de collaboration entre le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et la communauté autochtone de Montréal<sup>74</sup>. Les objectifs de

l'accord sont de favoriser les approches préventives, de sensibiliser les policiers aux réalités autochtones et de définir des stratégies d'intervention conjointes (prévention et réponse) en matière de disparition de femmes autochtones.

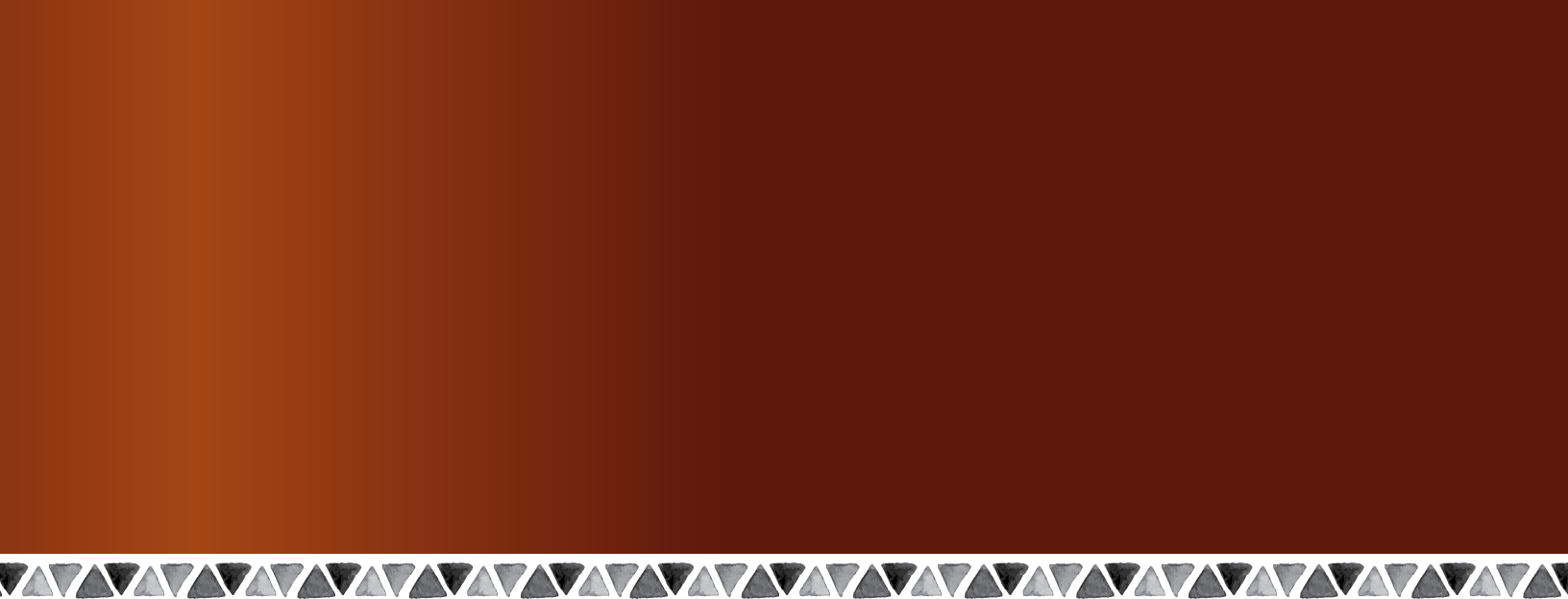
- Devant l'ampleur de la tragédie des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées, et après plusieurs années de mobilisation des femmes autochtones, le gouvernement fédéral a annoncé, le 8 décembre 2015, la mise sur pied d'une enquête nationale<sup>75</sup> sur la question.

### *Surreprésentation dans le système carcéral*

- En 2015, les femmes autochtones représentent 36 % de la population féminine des pénitenciers canadiens<sup>76</sup>, alors qu'elles comptent pour à peine 4 % de l'ensemble de la population féminine canadienne<sup>77</sup>. Les hommes autochtones forment pour leur part 25 % de la population carcérale masculine. La proportion d'Autochtones des deux sexes dans les pénitenciers est cependant moins élevée au Québec (13 %) que dans les Prairies (49 %)<sup>78</sup>.
- De 2002 à 2012, le nombre de femmes autochtones incarcérées a connu une hausse de 97 % au pays<sup>79</sup>.

### **Campagne de prévention de la violence : inclure les hommes dans la solution**

L'organisme Femmes Autochtones du Québec mène une campagne pour la sensibilisation à la non-violence auprès des hommes autochtones. Cette campagne fait partie des actions en matière de violence conjugale et familiale menées par l'organisme. De plus, celui-ci collabore étroitement à la réalisation d'études et à l'élaboration de mesures culturellement adaptées pour faire face à cette problématique<sup>80</sup>.



### *La violence conjugale*

- Les femmes autochtones sont trois fois plus susceptibles d'être victimes de violence conjugale que les femmes non autochtones<sup>81</sup>.
- En 2011, les femmes autochtones représentent au moins 11 % des victimes d'homicides commis dans le contexte d'une relation amoureuse et elles comptent pour 10 % des victimes de meurtres perpétrés par une personne autre qu'un partenaire intime<sup>82</sup>.
- Les femmes autochtones victimes de violence conjugale sont proportionnellement plus nombreuses à craindre pour leur vie que les femmes non autochtones (52 % contre 31 %) <sup>83</sup>.

### *La violence sexuelle*<sup>84</sup>

- Plus des trois quarts (75 %) des jeunes filles autochtones âgées de moins de 18 ans ont été victimes d'agression sexuelle<sup>85</sup>.
- Une étude portant sur l'abus sexuel chez les Premières Nations du Québec, réalisée en 2005, révèle que près de la moitié des Autochtones (48,1 %) connaissent des victimes qui ont été agressées dans leur propre domicile, alors que 42 % en connaissent qui l'ont été chez leur prédateur. Selon les données disponibles, une proportion importante des abus rapportés sont commis dans le réseau familial.
- D'après 89,1 % des répondants autochtones ayant participé à une étude portant sur l'abus sexuel chez les Premières Nations, les victimes ne veulent pas dénoncer leur abus, puisqu'elles refusent de faire appel au système de justice.



## Les sources de la violence

« La sédentarisation et la colonisation du dernier siècle, les cicatrices laissées par les horreurs commises dans les pensionnats indiens, la discrimination, le racisme : les causes de la violence chez les Autochtones sont d'ordre structurel et historique. Cette violence-là n'est pas culturelle, et je dénonce cette pensée. L'alcool peut servir de déclencheur, mais il n'est pas à l'origine de la violence. »

– Mylène Jaccoud,  
chercheuse en criminologie  
à l'Université de Montréal<sup>86</sup>

## Réseau des maisons d'hébergement pour femmes autochtones

Au Québec, les femmes autochtones aux prises avec un problème de violence familiale peuvent se réfugier dans onze maisons qui font partie du Réseau des maisons d'hébergement des femmes autochtones. Cependant, ces maisons d'hébergement sont souvent éloignées, certaines n'étant accessibles que par avion. Selon Femmes Autochtones du Québec, seules deux des onze maisons d'hébergement pour femmes autochtones, soit celles situées en milieu urbain, bénéficieraient d'un financement à la hauteur de celui des autres maisons d'hébergement du Québec<sup>87</sup>.



Reproduction de l'œuvre *How much Was Forgotten* (acrylique sur toile) de l'artiste crie des Plaines Ruth Cuthand. Tirée de la collection d'Affaires autochtones et du Nord Canada. Reproduction autorisée par Ruth Cuthand.

## **L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées**

L'annonce par le gouvernement fédéral, en décembre 2015, de la tenue d'une commission d'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées est le fruit d'une longue mobilisation des femmes autochtones, de groupes de femmes et d'acteurs de la société civile.

L'organisme Femmes Autochtones du Québec a publié à la fin de l'année 2015 l'étude exploratoire *Debout et solidaires – Femmes autochtones disparues ou assassinées au Québec*<sup>88</sup>. L'objectif de l'étude est notamment de cerner les spécificités de cette problématique au Québec, d'en circonscrire les causes, de faire entendre la voix des personnes concernées et de proposer des pistes d'action adaptées aux populations autochtones du Québec.

«L'histoire des peuples autochtones au Québec comprend une chaîne de disparitions directement liée aux politiques d'assimilation et d'effacement orchestrées par les gouvernements du Canada et du Québec. Aujourd'hui, ces disparitions [...] revêtent diverses formes, dont l'assassinat est la plus grave et la plus définitive. Pour mieux comprendre la nature du phénomène, notre enquête aborde les formes de violences qui ont cours en milieu autochtone, tant sur un plan structurel et institutionnel que sur un plan personnel. Nous avons tenté de documenter la manière dont ces violences traduisent la discrimination quasi systématique que subissent les personnes autochtones de la part de personnes en position d'autorité. [...]

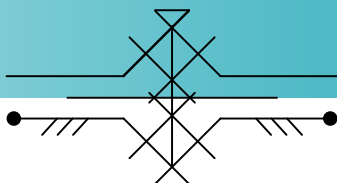
[C]ette enquête nous aura donné l'occasion privilégiée de rencontrer des familles de femmes autochtones disparues ou assassinées. Grâce à leurs témoignages, il a été possible d'identifier leurs besoins sur le plan des relations avec les services policiers, du soutien émotionnel, de la documentation de l'enjeu et de la sensibilisation du public et des décideurs<sup>89</sup>.»

# C Conclusion

Les femmes autochtones et non autochtones du Québec vivent des réalités distinctes et font face à des défis fort différents, tant au regard de leur histoire et leur origine que de leur identité.

Pour les filles et les femmes des Premières Nations, ces différences s'imposent dans plusieurs domaines de leur vie. Les défis demeurent nombreux, notamment en matière d'éducation, d'emploi, de santé, de logement et de lutte contre la violence.





On le constate, l'égalité de fait et de droit n'est pas acquise. Mais la mobilisation sociale et politique des femmes autochtones québécoises est prometteuse. On assiste à l'émergence de leaders influentes chez ces femmes, aussi bien au sein de leur communauté qu'à l'extérieur.

Elles sont avocates, cinéastes, politiciennes, travailleuses communautaires, militantes, sages-femmes, enseignantes... Elles luttent pour l'amélioration des conditions de vie et la reconnaissance du droit à l'égalité dans tous les domaines pour toutes les femmes autochtones, et ce, tant sur le plan législatif que sur le plan constitutionnel.

« Beaucoup de nos conflits reposent sur une méconnaissance généralisée de l'autre. En posant un regard nuancé, accessible et éclairant sur la situation des Premières Nations et des Inuits au Québec [...], osons espérer que la majorité allochtone s'en trouvera plus informée et, du coup, plus apte à apprécier les changements nécessaires. [...] Si nous souhaitons établir les fondements d'une véritable coexistence, il nous faut dans un premier temps mieux comprendre et accepter les erreurs du passé, et surtout ne pas les reproduire. [...] Peut-être qu'ainsi, en favorisant peu à peu ces rencontres entre Québécois et Autochtones, verrons-nous émerger une vision commune de notre avenir collectif. »

– Ghislain Picard,  
Chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador<sup>90</sup>



À l'instar de la Commission de vérité et réconciliation, qui a cherché à comprendre le lourd héritage laissé par les pensionnats autochtones, la mise sur pied de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées marque un pas important dans l'établissement d'une relation de confiance entre les peuples autochtones et allochtones.



La construction de ces ponts passe par diverses initiatives destinées à éradiquer les préjugés et à développer une meilleure connaissance ainsi qu'une plus grande compréhension des peuples autochtones et de leurs cultures.

Pour aller de l'avant, il importe de comprendre l'étendue des torts causés aux femmes et aux hommes des Premières Nations. D'où la nécessaire prise de conscience de la marginalisation des peuples autochtones et des conséquences des politiques d'assimilation qu'ils ont subies depuis la colonisation européenne.

En ce sens, il revient à toutes et à tous de contribuer au respect des droits et au mieux-être des femmes autochtones, qui doivent être au cœur des enjeux et des décisions qui les concernent.





# Les organismes collaborateurs

## **Femmes Autochtones du Québec**

Fondée en 1974 à la suite de la mobilisation et des luttes des femmes autochtones pour l'abolition de clauses discriminatoires de la Loi sur les Indiens, Femmes Autochtones du Québec défend les intérêts des femmes autochtones au Québec, y compris celles qui vivent en milieu urbain. L'organisme siège notamment à l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, ainsi qu'au conseil d'administration des Services parajudiciaires autochtones du Québec.

L'organisme appuie les efforts des femmes autochtones pour l'amélioration de leurs conditions de vie par la promotion de la non-violence, de la justice, de l'égalité des droits et de la santé. Il soutient également les femmes dans leur engagement au sein de leur communauté.

Sa présidente est appuyée par un conseil d'administration composé de treize autres membres représentatives des nations autochtones du Québec et de la jeunesse.

## **Le Conseil du statut de la femme**

Le Conseil du statut de la femme est un organisme gouvernemental de consultation et d'études qui veille, depuis 1973, à promouvoir et à défendre les droits et les intérêts des Québécoises. Dans un objectif d'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, le Conseil a comme double mission de conseiller la ministre et le gouvernement du Québec sur tout sujet lié à l'égalité et au respect des droits des femmes et de leur statut, et de fournir de l'information pertinente aux femmes et au public.

Pour ce faire, le Conseil travaille à documenter les conditions de vie des Québécoises par divers documents d'information, des avis, des mémoires et des recherches, en se prononçant auprès du gouvernement sur des projets de loi, des politiques ou des actions qui présentent des enjeux pour le droit des femmes à l'égalité.

La présidente du Conseil est appuyée par dix membres représentatives de divers milieux de la société québécoise.



## Photographies

Trois générations de femmes – Communauté de Kanesatake (page couverture).

Femme attikamek avec sa petite-fille – Communauté de Manawan (p. 7).

Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (p. 8).

Enfant innue cueillant des plaquebières – Communauté de Natashquan (p. 9).

Rencontre spirituelle – Communauté de Kitigan Zibi (p. 13).

Œuvre de Teharihulen Michel Savard, artiste huron-wendat – Communauté de Wendake (p. 15).

Étudiante attikamek de l'école secondaire de la communauté de Manawan (p. 19).

Étudiante attikamek de l'école secondaire de la communauté de Manawan (p. 20).

Pensionnat indien catholique de [Fort] Resolution (Territoires du Nord-Ouest) (p. 22).

Jeunes filles jouant au ballon-balai – Communauté de Manawan (p. 25).

Enfant – Communauté de Matimekosh–Lac-John (p. 26).

Enfants – Communauté de Natashquan (p. 27).

Enfant – Communauté de Matimekosh–Lac-John (p. 30).

Tammy Beauvais, designer de mode – Communauté de Kahnawake (p. 31).

Communauté de Matimekosh–Lac-John (p. 33).

Communauté de Kawawachikamach (p. 35).

Œuvre de Ruth Cuthand, artiste crie des Plaines (p. 40).

Trois générations, femmes et jeune fille – Communauté de Kanesatake (p. 41).

Grand-mère – Communauté de Matimekosh–Lac-John (p. 43).

Communauté de Matimekosh–Lac-John (p. 44).

# R

## Références

- 1 On peut penser notamment au protocole de solidarité conclu en 2004 entre Femmes Autochtones du Québec et la Fédération des femmes du Québec. (FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC (Page consultée le 10 juin 2016). « Protocole de solidarité », dans *Fédération des femmes du Québec*, [en ligne], <http://bit.ly/1W0MCdT>).
- 2 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (Page consultée le 19 juillet 2016). *Mission du Rapporteur spécial de l'ONU au Canada: un autre flagrant cas d'injustice envers les Premières Nations*, [en ligne], <http://bit.ly/1YdV5I7>. Communiqué de presse, 5 mars 2013.
- 3 UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (Page consultée le 10 juin 2016). *Table 1: Human Development Index and its components*, [en ligne], <http://bit.ly/1QhPH6T>
- 4 STATISTIQUE CANADA (Page consultée le 10 juin 2016). *Profil de la population autochtone de l'ENM, Québec, 2011*, [en ligne], <http://bit.ly/2c3GKKY>
- 5 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2016). *Portrait statistique égalité femmes hommes: ensemble du Québec*, [en ligne], Québec, Conseil du statut de la femme, 121 p., <http://bit.ly/2bKD6rx> (Page consultée le 20 juillet 2016).
- 6 SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC (Page consultée le 10 juin 2016). *Où vivent les Autochtones ?*, [en ligne], <http://bit.ly/1qBiSpG>
- 7 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2015). *Portrait des Québécoises en huit temps*, Québec, Conseil du statut de la femme, p. 7.
- 8 Données de 2006  
STATISTIQUE CANADA (Page consultée le 15 juin 2016). *Profil de la population autochtone de 2006*, [en ligne], <http://goo.gl/XxS5kP>  
Données de 2011  
STATISTIQUE CANADA (Page consultée le 15 juin 2016). *Profil de la population autochtone de l'ENM, Québec, 2011*, [en ligne], <http://goo.gl/rYsaLB>
- 9 MORENCY, Jean-Dominique et Éric CARON MALENFANT (2014). *Variations de la fécondité au Canada selon diverses caractéristiques au recensement: une utilisation de la méthode du décompte des enfants au foyer*, [en ligne], Statistique Canada, 19 p., <http://bit.ly/2bSS16j> (Page consultée le 16 juin 2016).
- 10 STATISTIQUE CANADA (Page consultée le 16 juin 2016). *Profil de la population autochtone de l'ENM, Québec, 2011*, [en ligne], <http://bit.ly/2c3GKKY>
- 11 INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2015). *Démographie: le bilan démographique du Québec*, éd. 2015, [en ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, 167 p., <http://bit.ly/1ICpLjq> (Page consultée le 16 juin 2016).

- 12 PAYEUR, Frédéric F. (2013). *Coup d'œil sociodémographique : la mortalité et l'espérance de vie au Québec en 2012*, [en ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, 5 p., <http://bit.ly/1xJ1zDU> (Page consultée le 16 juin 2016). Numéro 26.
- 13 FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC (2011). *Ma sexualité, c'est une question de respect : brisons le silence!*, Montréal, Femmes autochtones du Québec, p. 9.
- 14 CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE DU QUÉBEC (Page consultée le 15 juin 2016). *Les langues autochtones du Québec*, [en ligne], <http://bit.ly/2beOHhz>
- 15 GUILLEMETTE, Mélissa (2015). «Gouvernance autochtone: retrouver l'équilibre», *Gazette des femmes*, 6 février, [en ligne], <http://bit.ly/2bzNerf> (Page consultée le 23 juin 2016).
- 16 FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC (2000). *Mémoire Sujet: changements proposés à la Loi sur les Indiens et à l'administration de la Loi sur les Indiens*, [en ligne], Femmes autochtones du Québec, 17 p., <http://bit.ly/2bjZats> (Page consultée le 16 juin 2016).
- 17 CANADA. VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA (1991). *Rapport du Vérificateur général du Canada à la Chambre des Communes*, Ottawa, Vérificateur général du Canada.
- 18 LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC (Page consultée le 13 juillet 2016). «Droit de vote et d'éligibilité des Québécoises», dans le *Directeur général des élections du Québec*, [en ligne], <http://bit.ly/1fWC7nG>
- 19 ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (Page consultée le 13 juillet 2016). «Portrait des communautés», dans *Assemblée des Premières Nations du Québec*, [en ligne], <http://bit.ly/2bC5Uns>
- 20 ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE (Page consultée le 15 juin 2016). Questions relatives aux Femmes autochtones, [en ligne], <http://bit.ly/2bRz00S>
- 21 ICI RADIO-CANADA.CA (Page consultée le 15 juin 2016). *Widia Larivière et Mélissa Mollen Dupuis – Cofondatrices de la section québécoise du mouvement Idle No More*, [en ligne], <http://bit.ly/2bDK3h1>
- 22 ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE (Page consultée le 15 juin 2016). *Conditions sociales des Autochtones*, [en ligne], <http://bit.ly/2bePf6S>
- 23 FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC (Page consultée le 19 juillet 2016). *Un rapport de FAQ envoyé au Rapporteur spécial James Anaya dénonce la politique de paternité non-déclarée qui continue de discriminer les femmes autochtones au Canada*, [en ligne], <http://bit.ly/2bzOQRv> Communiqué de presse, 16 octobre 2013.
- 24 BUZZETTI, Hélène (2015). «Trudeau promet plus de 3 milliards pour l'éducation autochtone: la mesure pourrait stimuler le vote autochtone, croit le chef de l'APN», *Le Devoir*, 14 août, [en ligne], <http://bit.ly/2bKN7oA> (Page consultée le 23 juin 2016).



- 25 ICI RADIO-CANADA.CA (Page consultée le 20 juillet 2016). *Briser les préjugés par la connaissance*, [en ligne], <http://bit.ly/2btwslp>
- 26 RICHARDS, John (2011). *L'éducation des Autochtones au Québec : un exercice d'analyse comparative*, [en ligne], Toronto, Institut C.D. Howe, 19 p., <http://bit.ly/2cLhor6> (Page consultée le 9 septembre 2016). N° 328.
- 27 Ibid.
- 28 ARRIAGADA, Paula (2016). *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe : les femmes des Premières Nations, les Métisses et les Inuites*, [en ligne], Statistique Canada, p. 18, <http://bit.ly/2bfKWrQ> (Page consultée le 16 juin 2016).
- 29 Ibid. p.15-16.
- 30 Ibid. p.16.
- 31 ICI RADIO-CANADA.CA (Page consultée le 20 juillet 2016). *4134 morts dans les pensionnats autochtones au Canada*, [en ligne], <http://bit.ly/2bcYTga>
- 32 ENCyclopédie Canadienne (Page consultée le 15 juin 2016). *Conditions sociales des Autochtones*, [en ligne], <http://bit.ly/2bk0Nra>
- 33 COMMISSION DE VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION DU CANADA (2012). *Commission de vérité et réconciliation du Canada : Appels à l'action*, [en ligne], Winnipeg, Commission de vérité et réconciliation du Canada, 13 p., <http://bit.ly/1I9k3RW> (Page consultée le 16 juin 2016).
- 34 WAPIKONI (Page consultée le 13 juillet 2016). « Qui sommes-nous ? » dans *Wapikoni*, [en ligne], <http://bit.ly/1wm08MC>
- 35 GUIMONT MARCEAU, Stéphane (2012). « Une roulotte de rêves », *Gazette des femmes*, 17 février, [en ligne], <http://bit.ly/2bLOtzU> (Page consultée le 23 juin 2016).
- 36 ENCyclopédie Canadienne (Page consultée le 15 juin 2016). *Conditions sociales des Autochtones*, [en ligne], <http://bit.ly/2bePf6S>
- 37 ARRIAGADA, Paula (2016). *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe : les femmes des Premières Nations, les Métisses et les Inuites*, [en ligne], Statistique Canada, p. 4, <http://bit.ly/2bfKWrQ>
- 38 MINISTÈRE DE LA FAMILLE (2011). « Les familles et les personnes qui les composent – caractéristiques générales des familles », dans Ministère de la Famille, *Portrait statistique des familles au Québec*, [en ligne], Québec, Ministère de la Famille, p. 180-181, <http://bit.ly/2bk3EAk> (Page consultée le 20 juillet 2016).

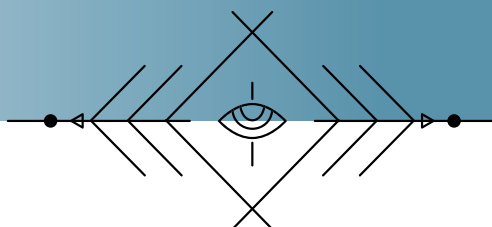
- 39 ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE (Page consultée le 15 juin 2016). *Conditions sociales des Autochtones*, [en ligne], <http://bit.ly/2bePf6S>
- 40 Ibid.
- 41 Ibid.
- 42 MINISTÈRE DE LA FAMILLE (2011). «Les familles et les personnes qui les composent – caractéristiques générales des familles», dans Ministère de la Famille, *Portrait statistique des familles au Québec*, [en ligne], Québec, Ministère de la Famille, p. 180-181, <http://bit.ly/2bk3EAK> (Page consultée le 20 juillet 2016).
- 43 Ibid. p. 186.
- 44 Ibid. p. 178, 192.
- 45 Selon des études rapportées dans :  
PARÉ, Isabelle (2015). «La mortalité infantile est plus élevée dans les communautés autochtones», *Le Devoir*, 3 novembre, [en ligne], <http://bit.ly/1GJzJi5> (Page consultée le 13 juillet 2016).
- 46 Ibid.
- 47 CENTRE DE LA COLLABORATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE (2012). *L'état des connaissances sur la santé des autochtones: examen de la santé publique autochtone au Canada*, [en ligne], Prince George [BC], Centre de la collaboration nationale de la santé autochtone, 131 p., <http://bit.ly/2bk4FID> (Page consultée le 20 juillet 2016).
- 48 Ibid.
- 49 Ibid.
- 50 Ibid.
- 51 GAUTHIER, Ginette (2 mars 2016). *Information relative aux sages-femmes autochtones*, [courrier électronique à Sylvie Bouchard], [en ligne], [info@osfq.org](mailto:info@osfq.org)
- 52 CENTRE DE LA COLLABORATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE (2012). *L'état des connaissances sur la santé des autochtones: examen de la santé publique autochtone au Canada*, [en ligne], Prince George [BC], Centre de la collaboration nationale de la santé autochtone, p.10, <http://bit.ly/2bk4FID> (Page consultée le 20 juillet 2016).
- 53 FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC (Page consultée le 20 juillet 2016). *Femmes autochtones du Québec et le National Aboriginal Council of Midwives lancent un outil pour encourager le développement de la pratique des sages-femmes*, [en ligne], <http://bit.ly/2bzSRWp> Communiqué de presse, 27 mars 2014.

- 54 MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (2012). *Rapport du groupe de travail sur l'adoption coutumière en milieu autochtone*, [en ligne], Ministère de la Justice du Québec, p. 28, <http://bit.ly/2bNaCyJ> (Page consultée le 20 juillet 2016).
- 55 RÉSEAU JEUNESSE DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (Page consultée le 20 juillet 2016). *Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones confirme que les efforts du Canada sont insuffisants*, [en ligne], <http://bit.ly/2bg0G2U> Communiqué de presse, 13 mai 2014.
- 56 ARRIAGADA, Paula (2016). *Femmes au Canada rapport statistique fondé sur le sexe: les femmes des Premières Nations, les Métisses et les Inuites*, [en ligne], Statistique Canada, p. 20, <http://bit.ly/2bfKWtQ> (Page consultée le 20 juillet 2016).
- 57 Ibid.
- 58 Ibid. p. 23.
- 59 AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD CANADA (Page consultée le 15 juin 2016). *Les femmes autochtones dans l'économie canadienne – Les liens entre l'éducation, l'emploi et le revenu*, [en ligne], <http://bit.ly/2bg1F2S>
- 60 ARRIAGADA, Paula (2016). *Femmes au Canada: rapport statistique fondé sur le sexe: les femmes des Premières Nations, les Métisses et les Inuites*, [en ligne], Statistique Canada, p. 20, <http://bit.ly/2bfKWtQ> (Page consultée le 20 juillet 2016).
- 61 Ibid. p. 21.
- 62 BASTIEN, Pierre (2011). *Indicateurs de base du dynamisme entrepreneurial des Autochtones du Québec*, [en ligne], Centre de vigie et de recherche sur la culture entrepreneuriale de la Fondation de l'entrepreneurship, 10 p., <http://bit.ly/2bk8ygV> (Page consultée le 21 juin 2016).
- 63 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2016). *Portrait statistique égalité femmes hommes: ensemble du Québec*, [en ligne], Québec, Conseil du statut de la femme, 121 p., <http://bit.ly/2bKD6rx> (Page consultée le 20 juillet 2016).
- 64 SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC (Page consultée le 20 juillet 2016). *Améliorer les conditions d'habitation des peuples autochtones: fiche d'information*, [en ligne], <http://bit.ly/2bk9npR>
- 65 LATOUCHE, Guy (2014). *Les besoins en logement des Premières Nations au Québec et au Labrador (2014) – The Housing Needs of First Nations in Quebec and Labrador (2014)*, [en ligne], Wendake, Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, 157 p., <http://bit.ly/2bk9j9E> (Page consultée le 21 juin 2016).

- 66 FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC (Page consultée le 13 juillet 2016). « Emploi et formation », dans *Femmes autochtones du Québec*, [en ligne], <http://bit.ly/2beyN9D>
- 67 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2016). *Portrait statistique égalité femmes hommes : ensemble du Québec*, [en ligne], Québec, Conseil du statut de la femme, 121 p., <http://bit.ly/2bKD6rx> (Page consultée le 20 juillet 2016).
- 68 JOBBBOOM (Page consultée le 15 juin 2016). *La Loi sur les Indiens nuit à l'entrepreneuriat autochtone*, [en ligne], <http://bit.ly/2bzWivW>
- 69 CONDITION FÉMININE CANADA (Page consultée le 15 juin 2016). *Mesure de la violence faite aux femmes : tendances statistiques – Principales constatations*, [en ligne], <http://bit.ly/2bNbfab>
- 70 GENDARMERIE ROYALE DU CANADA (Page consultée le 15 juin 2016). *Les femmes autochtones disparues et assassinées : un aperçu opérationnel national*, [en ligne], <http://bit.ly/2bJxKOT>
- 71 Ibid.
- 72 CONDITION FÉMININE CANADA (Page consultée le 15 juin 2016). *Mesure de la violence faite aux femmes : tendances statistiques – Principales constatations*, [en ligne], <http://bit.ly/2bNbfab>
- 73 STATISTIQUE CANADA (Page consultée le 20 juillet 2016). *Étude : pensée suicidaire au cours de la vie parmi les Premières Nations vivant hors réserve, les Métis et les Inuits*, [en ligne], <http://bit.ly/1PeDPCG> Communiqué de presse, 19 janvier 2016.
- 74 RÉSEAU POUR LA STRATÉGIE URBAINE DE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE DE MONTRÉAL (2015). *Accord de collaboration entre le SPVM et le réseau pour la stratégie de la communauté autochtone urbaine de Montréal : juin 2015*, [en ligne], Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone de Montréal, 3 p., <http://bit.ly/2bEIDRW> (Page consultée le 23 juin 2016).
- 75 GOUVERNEMENT DU CANADA (Page consultée le 15 juin 2016). *Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, [en ligne], <http://bit.ly/231qYYz>
- 76 ICI RADIO-CANADA.CA (Page consultée le 20 juillet 2016). *Présence record d'Autochtones dans les pénitenciers canadiens*, [en ligne], <http://bit.ly/1Na6K2Y>
- 77 STATISTIQUE CANADA (Page consultée le 20 juillet 2016). *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe : les femmes des Premières Nations, les Métisses et les Inuites*, [en ligne], <http://bit.ly/2bFHvyC>
- 78 ICI RADIO-CANADA.CA (Page consultée le 20 juillet 2016). *Présence record d'Autochtones dans les pénitenciers canadiens*, [en ligne], <http://bit.ly/1Na6K2Y>

- 79 NADEAU, Jean-François (2016). «Femmes et autochtones, le double stigmaté: elles sont surreprésentées dans les prisons depuis quelques années», *Le Devoir*, 20 février, [en ligne], <http://bit.ly/2bVIRa8> (Page consultée le 13 juillet 2016).
- 80 FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC (Page consultée le 13 juillet 2016). «Campagne pour la sensibilisation à la non-violence auprès des hommes autochtones», dans *Femmes autochtones du Québec*, [en ligne], <http://bit.ly/2bELrhQ>
- 81 STATISTIQUE CANADA (Page consultée le 18 août 2016). *La victimisation chez les Autochtones au Canada, 2014*, [en ligne], <http://bit.ly/2bhR4ED>
- 82 CONDITION FÉMININE CANADA (Page consultée le 15 juin 2016). *Mesure de la violence faite aux femmes: tendances statistiques – Principales constatations*, [en ligne], <http://bit.ly/2bNbfab>
- 83 SINHA, Maire (dir.) (2013). «Mesure de la violence faite aux femmes: tendances statistiques» *Juristat*, 25 février, [en ligne], p. 20, <http://bit.ly/2c6nOIE> (Page consultée le 21 juin 2016).
- 84 GROUPE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTIONS PSYCHOSOCIALES EN MILIEU AUTOCHTONE (2005). *Étude sur l'abus sexuel chez les Premières Nations du Québec: rapport final*, [en ligne], Wendake, Groupe de recherche et d'interventions psychosociales en milieu autochtone, 41 p., <http://bit.ly/2bhUpP9> (Page consultée le 21 juin 2016). Projet USSI-INIUN.
- 85 MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (2006). *Les agressions sexuelles au Québec: statistiques 2004*, Québec, Ministère de la Sécurité publique, 31 p.
- 86 VERVILLE, Marie-Hélène (2013). «Femmes autochtones violentées: vite, des ressources adaptées!», *Gazette des femmes*, 2 mai, [en ligne], <http://bit.ly/2bOQzQn> (Page consultée le 13 juillet 2016).
- 87 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2016). [Échange téléphonique avec Femmes Autochtones du Québec], Québec, 15 mars.
- 88 BERGERON, Annie et Alana BOILEAU (2015). *Femmes autochtones au Québec (2015). Nāniawig Māmawe Ninawind: debout et solidaires: femmes autochtones disparues ou assassinées au Québec*, Kahnawake, Femmes autochtones du Québec, 69 p., <http://bit.ly/2bhSxuV> (Page consultée le 23 juin 2016).
- 89 Ibid. p. 59.
- 90 BEAULIEU, Alain, Stéphan GERVAIS et Martin PAPILLON (2013). *Les autochtones et le Québec – Des premiers contacts au Plan Nord*, [en ligne], Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 34 p., <http://bit.ly/2bgmmaE> (Page consultée le 14 juillet 2016).







**[www.placealegalite.gouv.qc.ca](http://www.placealegalite.gouv.qc.ca)**